

INTRODUCTION

Un formidable gâchis

Jean-Paul Chagnollaud

Au moment où ces lignes sont écrites Slobodan Milosevic et le parlement serbe viennent d'accepter le plan de paix des Occidentaux et des Russes. La guerre va donc probablement s'achever si celui qui fut « l'homme fort » de Belgrade tient enfin et pour la première fois ses engagements. Ce qui est loin d'être acquis à en juger déjà par les difficultés qui ont commencé aussitôt, dès le 7 juin au poste frontière macédonien de Blace, au moment des discussions entre les responsables militaires serbes et occidentaux sur les modalités du retrait des forces serbes du Kosovo. En tout cas, ce plan prévoit 1) l'arrêt immédiat et vérifiable de la violence au Kosovo, 2) le retrait vérifiable des forces militaires, policières et paramilitaires serbes stationnées au Kosovo, 3) le déploiement sous l'égide de l'ONU de présences internationales civiles et de sécurité, 4) cette présence de sécurité, avec une participation substantielle de l'Otan, doit être déployée sous un commandement unifié pour l'ensemble de la population du Kosovo afin d'éviter tout risque de partition de fait avec un secteur qui échapperait au contrôle de l'Otan au profit des Russes, 5) l'instauration d'une administration provisoire sous laquelle le peuple du Kosovo pourra jouir d'une autonomie substantielle à l'intérieur de la RFY, 6) le retour libre et en sécurité de tous les réfugiés et personnes déplacées sous la supervision du Haut Commissariat aux Réfugiés, 7) l'ouverture d'un processus politique tendant à la conclusion d'un accord-cadre intérimaire assurant une auto-administration substantielle de la province en prenant en considération l'accord de Rambouillet et en respectant l'intégrité territoriale de la République fédérale de Yougoslavie, 8) une approche globale du développement économique et de la stabilisation de la région.

Il est évident que la mise en œuvre de ces principes — dont certains sont en discussion depuis des mois — se heurtera à d'innombrables querelles d'interprétation notamment sur le rôle de l'Onu, le statut de la Kfor et l'autonomie de commandement des troupes russes au sein de cette force internationale; plus fondamentalement encore il faut s'attendre à de nouvelles exigences russes puisqu'ils se savent indispensables et à de multiples manœuvres serbes pour retarder le processus afin d'essayer de sauver la face et tenter de camoufler leurs crimes au Kosovo.

La fin, annoncée mais encore très incertaine, de cette guerre ne peut évidemment pas effacer le sentiment, sans doute largement partagé, qu'il y a eu pendant ces derniers mois un formidable gâchis .

Un formidable gâchis d'abord pour les Kosovars : ils vont peut-être obtenir — si l'accord est pleinement appliqué — l'autonomie substantielle qu'ils revendiquaient depuis plus de dix ans mais au prix d'une véritable tragédie qu'ils n'ont sans doute jamais envisagée sauf peut-être dans leurs pires cauchemars : assassinats, massacres, déportations en masse, destructions systématiques de leurs maisons et de tous leurs lieux de vie... Après ce terrible bond en arrière, il faut donc d'abord tout reconstruire. Mais l'essentiel n'est pas d'ordre matériel, ce qui est en cause est évidemment beaucoup plus grave. On pourra rebâtir ce qui a été détruit mais la difficulté — immense — qui attend toute cette population sera de réapprendre à vivre dans un univers mental et psychologique complètement broyé par la folie d'un homme et l'obsession nationaliste d'un système. Personne ne peut sortir indemne d'une telle expérience qui restera sans doute pour longtemps un profond traumatisme marquant des hommes et des femmes de toutes les générations. Plus rien évidemment ne pourra être comme avant, quelles qu'aient été les souffrances endurées depuis 1989. Les enfants et les adolescents kosovars qui ont subi ces terribles épreuves en resteront marqués à jamais et donc ne pourront plus jamais voir les Serbes de la même manière. Autant dire que la coexistence avec un minimum de confiance même dans l'autonomie, la différence et la séparation n'est pas prête de se réinstaller avant longtemps, d'autant qu'elle avait été déjà sapée par des années de répression sournoise et systématique.

Malgré cette chance de pouvoir revenir que tant d'autres réfugiés à travers le monde — et en particulier les centaines de milliers de Bosniaques chassés par les Serbes et les Serbes chassés par les Croates — n'ont pas connue, la première épreuve que les réfugiés kosovars

vont devoir affronter est paradoxalement celle de leur retour. En ce début du mois de juin 1999, personne ne sait vraiment ce qui les attend. Que vont-ils découvrir en rentrant? Que sont devenus leurs proches dont ils sont sans nouvelles depuis des semaines? Que sont devenus les centaines de milliers de personnes déplacées à l'intérieur du Kosovo par les forces de répression de Milosevic? Les informations éparses, incertaines, incomplètes dont on peut disposer à leur sujet font craindre le pire. Il est probable que les découvertes à venir soient moralement insupportables.

Pour la Serbie, d'une autre manière, c'est aussi un formidable gâchis.

L'absurde et criminelle obstination de Milosevic a conduit ce pays à un véritable désastre. Le dictateur de Belgrade est désormais obligé d'accepter un accord politique sur des bases qu'il a toujours refusées jusqu'ici. Nul doute qu'il va chercher encore tous les moyens possibles pour en retarder et en infléchir l'application mais, quoi qu'il fasse, il est clair que sa marge de manœuvre apparaît aujourd'hui fort réduite. Pour en arriver là, il a dû faire subir à son pays une campagne de bombardements qui a tué des milliers de personnes et détruit une grande partie de l'infrastructure et du potentiel économique. Pour le moment il n'existe encore aucune évaluation globale de ces destructions mais, quand ce bilan sera fait, on peut s'attendre à ce qu'il soit terrible. Pour le peuple serbe, il s'agit là d'une situation accablante dont il n'est pas responsable, sauf à considérer que les réactions nationalistes de soutien à son leader ont encore aggravé les choses puisque Milosevic s'est senti ainsi conforté dans sa politique d'épuration ethnique. Là aussi on doit s'attendre à ce que les traumatismes subis au cours de ces semaines de bombardements laissent des traces profondes dans la population qui a eu le sentiment d'une énorme injustice même si elle finit un jour par comprendre que son régime en porte l'écrasante responsabilité. De ce point de vue, des clarifications politiques majeures devraient s'imposer en Serbie dans les semaines qui viennent.

L'inculpation de Milosevic par le TPY va faire de lui un paria sur le plan international. Il fait certainement peu de cas du TPY qu'il ne reconnaît pas mais, quoi qu'il fasse, un processus est en marche auquel il ne pourra donc pas complètement se soustraire à moins que la communauté internationale ne renie les principes pour lesquels elle s'est battue. Il ne faut sans doute pas s'attendre à une comparution

prochaine de Milosevic devant le TPY (Karadjic et Mladic ne sont toujours pas arrêtés) mais déjà il ne pourra plus sortir de son pays. A terme cela aura donc de graves conséquences pour lui-même et pour les quelques autres décideurs civils et militaires qui partagent la très lourde responsabilité de cette épuration ethnique. Même si on peut s'interroger sur l'opportunité du moment de son inculpation, il faut comprendre l'importance pour l'avenir de cette irruption de la justice dans les relations internationales : désormais, un criminel reste un criminel : même s'il est chef d'Etat, il doit rendre des comptes. C'est vrai en ex-Yougoslavie grâce à la création du TPY, et cela le sera bientôt de manière beaucoup plus large quand la Cour pénale internationale, créée en juillet 1998, entrera en fonction. L'arrestation de Pinochet à Londres s'inscrit dans ce mouvement qui reste encore embryonnaire et bien imparfait puisqu'un certain nombre de responsables politiques, qui pourtant ont du sang sur les mains, n'ont guère de souci à se faire tant qu'ils servent les intérêts des grandes puissances occidentales.

Pour l'Otan, cette quasi-capitulation de Milosevic est certes une victoire mais une victoire amère et sans gloire. Les multiples polémiques qui ces dernières semaines ont fait rage en Europe et aux Etats-Unis ont bien montré que l'Otan n'avait guère de stratégie adaptée à ce conflit en dehors de celle de frapper et de frapper encore au mépris des vies humaines de civils innocents. De nombreux militaires de haut rang se sont exprimés sur ce sujet pour regretter voire critiquer cette stratégie du pilonnage systématique. Aux Etats-Unis en particulier beaucoup ont dénoncé l'abandon de la doctrine Powell (l'ancien chef d'état major américain) qui reposait sur un certain nombre de principes dont les actuels responsables ont pris l'exact contrepied. Cette improvisation a sans doute permis à Milosevic d'accélérer l'exécution de son plan d'épuration ethnique mis au point et déjà entamé bien avant les premiers bombardements.

Quoi qu'on puisse penser de cette stratégie défaillante qui a sous-estimé les capacités de résistance de l'adversaire et négligé les implications concrètes de sa mise en œuvre tant pour les Kosovars que pour le peuple serbe, les Alliés ont fini par obtenir le résultat qu'ils voulaient: contraindre Milosevic à arrêter l'épuration ethnique, cette politique de l'innommable pour reprendre le terme juste et fort du président français. L'essentiel demeure que les démocraties occidentales ne soient pas restées pétrifiées, immobiles, et impuissantes dans cette frileuse lâcheté qui leur était devenue si familière notamment à

tant de moments décisifs de la guerre en Bosnie. Cette fois, malgré de multiples contradictions, malgré des divergences d'intérêts, malgré de vives tensions les démocraties occidentales avec l'aide de la Russie qui a ainsi été réintégrée dans les sphères de puissance au niveau international, ont montré que les actes pouvaient suivre les déclarations d'intention. On peut regretter que cette fermeté ne se soit pas manifestée plus tôt c'est-à-dire avant la l'implosion de l'ex-Yougoslavie en 1990 et 1991, car cela aurait sans doute évité ce déferlement de barbarie, mais elle s'est manifestée et c'est cela qui compte aujourd'hui dans ce conflit et surtout pour demain dans d'autres circonstances.

Beaucoup ont critiqué le poids des Etats-Unis qui une fois de plus ont démontré leur puissance tant sur le plan politique que militaire; mais même s'ils ont raison de se méfier de leur volonté hégémonique, ils ne doivent pas oublier que leur rôle a été maintes fois décisif pour la défense de valeurs fondamentales. Et sur ce plan, essentiel, les Européens ont été bien souvent, ici et ailleurs, heureux et soulagés de les voir à leurs côtés...

C'est en fait d'abord aux Européens de se donner les moyens d'une plus grande autonomie politique et militaire. Dans cette perspective, l'Union aura finalement assumé son rôle au moins sur le plan politique sinon sur le plan militaire où ses moyens demeurent limités si on les compare à ceux des Etats-Unis. L'issue de cette crise est ainsi largement due aux efforts des Européens, à leur volonté de faire entrer la Russie dans le jeu à sa juste place et à leur détermination de voir l'ONU retrouver le rôle central qui doit être le sien. C'est la première fois que l'Union européenne s'engage avec une telle fermeté et une telle cohésion dans une crise de cette ampleur. Dans l'ensemble, il faut donc reconnaître qu'elle a su malgré tout s'imposer et prendre d'utiles initiatives diplomatiques. Les Etats-Unis ont dû en tenir compte. Cette grande première aura certainement des conséquences sur la prise de conscience de l'absolue nécessité pour l'UE de se doter d'une défense crédible et forte au service d'une véritable politique étrangère. La PESC qui jusque-là n'était qu'un sigle sans envergure et sans consistance va peut-être commencer à exister. Ce ne serait pas le moindre des acquis de cette guerre absurde.

Et pour les tâches immenses qui s'annoncent, l'action de l'Union européenne devrait être décisive : que ce soit pour le retour des réfugiés dans leurs foyers, l'installation sans doute pour des années d'une force internationale, la reconstruction du Kosovo et de la Serbie et

